

LE CATHOLICISME EN FRANCE :

RACINES IDENTITAIRES OU HORIZON D'AVENIR ACTIF ?¹

Par Pierre MANENT

Directeur de recherche émérite à L'EHESS
Membre de l'Académie catholique de France

Lorsque nous nous interrogeons sur la situation du catholicisme et en général de la religion chrétienne dans notre pays, nous souhaitons partir d'un état des lieux le plus exact possible. Nous souhaitons donc partir des faits établis ou vérifiables, c'est-à-dire des chiffres. Les chiffres dans ce contexte, ce sont les chiffres de la déchristianisation : diminution du nombre des vocations, des baptêmes, et en général des signes d'appartenance chrétienne. Ces faits certains comportent leur incertitude. Peut-on assimiler la désinstitutionnalisation de la religion à sa disparition pure et simple ? Comment faire entrer dans une même comptabilité un baptême de convention sociale qui a mesurablement disparu, et un souci informel mais vif de la proposition chrétienne qui échappe aux pinces statistiques ?

En outre, à supposer que le fait soit établi de manière apodictique et que nous soyons devant une déchristianisation pour ainsi dire sans compensation, cela ne nous dit rien de la réponse à y apporter. Nous pouvons y trouver la confirmation d'une philosophie de l'histoire européenne ou occidentale qui annonce avec confiance depuis des lustres l'imminent déclin terminal du christianisme, mais nous pouvons aussi y trouver un motif d'autant plus pressant d'évangélisation ou de mission. Le même fait n'est pas le même fait selon qu'il motive et en somme encourage l'effort chrétien ou ferme le livre ouvert il y a deux mille ans.

Enfin, cette constatation empirique du fait de la déchristianisation oublie un caractère lui aussi empirique des choses humaines en général, à savoir que les tendances sociales, comme la jeunesse, ne durent pas toujours, et que l'histoire nous confronte à des bouleversements soudains. Le communisme ne s'est-il pas évaporé en quelques années ? Ne sommes-nous pas au milieu d'une transformation significative de l'ordre géopolitique avec l'affaiblissement palpable de la puissance ordonnatrice des États-Unis ? N'observons-nous pas le

¹ Conférence prononcée lors de la rentrée solennelle de l'Académie catholique de France, le 12 octobre 2017, au Collège des Bernardins.

poids politique croissant d'une religion - l'islam - que son archaïsme supposé vouait il y a peu encore à l'étiollement ou à la marginalisation folklorique ? Ainsi le poids relatif des grandeurs politiques et spirituelles peut-il se modifier brusquement. Pourquoi exclure par principe la possibilité d'un renouveau dès lors qu'il s'agit de l'Église catholique ?

Ces remarques très élémentaires suffisent à suggérer que, de l'observation impartiale de la configuration présente des choses, nous ne pouvons tirer un enseignement qui soit suffisamment *concluant* pour diriger et motiver notre action.

Beaucoup diront alors qu'il y a un grand fait dont nous devrions en tout cas partir, à savoir que l'Europe a des « racines chrétiennes ». C'est une proposition aussi vraie que ce genre de proposition peut l'être, elle *visé* en effet un grand fait objectif, mais je crains qu'elle ne soit stérile car elle ne nous informe en rien sur le sens, la portée et même le contenu de ce fait. Admettons, posons, affirmons avec confiance que l'Europe a des racines chrétiennes. Que disons-nous ensuite ? Quelle conséquence pratique en tirons-nous ? Après tout, qu'elle ait des racines chrétiennes, c'est une proposition qui est au fondement des théories de la sécularisation. Si l'Europe a des racines chrétiennes, voyant à quel point elle répugne à l'admettre aujourd'hui, cela ne confirmerait-il pas que le christianisme est la religion de la sortie de la religion ? Ainsi, de cette proposition qui est certainement plus vraie que fausse, nous ne savons que faire. Alors, c'est ma suggestion, au lieu de regarder en arrière, essayons plutôt de regarder en avant. Je veux dire, regardons le passé comme s'il était l'avenir. Replaçons-nous au moment de l'advenue du christianisme. Nous sommes des hommes agissants, inquiets ou incertains de l'avenir. Nous ne pouvons tirer enseignement de l'histoire que si nous regardons nos prédécesseurs non comme des « racines » mais comme des hommes agissants, eux aussi inquiets ou incertains de l'avenir.

Les premiers chrétiens ne se proposaient pas d'instituer des cités ou des nations chrétiennes. Pourquoi l'auraient-ils fait ? Jésus n'avait-il pas dit : « cette génération ne passera pas que tout cela n'arrive » ? Quatre siècles plus tard, saint Augustin encore est plus soucieux de faire ressortir l'opposition des principes des deux cités que d'en organiser la collaboration, même si dans la confrontation avec les donatistes il découvre avec un empressement qui nous choque les commodités de l'appel au bras séculier et à la loi politique. Mais si nous pouvons déplorer certaines conséquences de l'installation de l'Église chrétienne dans le monde, certaines conséquences de son « enracinement », nous devons admettre que, dès lors que la seconde venue du Seigneur tardait, il fallait bien que les deux cités se joignent dans un ordre commun puisque le même homme désormais devait être romain et chrétien, citoyen et croyant. Ce que je veux marquer, c'est que, loin que l'histoire de la chrétienté puisse être ramenée à un processus orienté par le terme ou la fin qu'il nous plaît de fixer, à savoir l'ordre sécularisé de l'autonomie dont nous serions les heureux et définitifs bénéficiaires, cette histoire présente un

déroulement imprévisible dont chaque inflexion majeure est un événement intelligible certes mais qui ne présente aucun caractère de nécessité. Pourquoi un déroulement imprévisible ? D'abord parce que les ressorts du monde humain profane offrent pour le meilleur et pour le pire une grande amplitude de choix politiques possibles ; ensuite parce que les possibilités dont est porteuse la proposition chrétienne sont au moins aussi nombreuses et ouvertes, pour le meilleur et pour le pire faut-il ajouter aussi, hélas; enfin parce que l'interaction entre les deux développements, entre les deux sources de l'action humaine, présente un caractère d'imprévisibilité redoublée. Quel rapport entre la « symphonie » byzantine et la « laïcité » française, entre la Salem puritaine et les réductions jésuites du Paraguay ? Saint Augustin, en ouvrant la porte à la répression contre les donatistes, ne pouvait certes imaginer que son exemple serait invoqué pour justifier la révocation de l'Édit de Nantes. Donc, et c'est le point décisif, il n'y a pas un « ordre naturel », ou « rationnel », des relations entre les deux cités, un ordre qui trouverait son achèvement dans la moderne séparation du politique et du religieux. Il y a une histoire imprévisible et intelligible des relations entre les deux cités ou les deux instances, mais certainement pas un processus dont le dispositif actuel serait l'achèvement pratique aussi bien que théorique. Il serait tout de même extraordinaire que l'histoire des relations entre le citoyen et le chrétien trouve son terme et sa clef de compréhension dans l'individu que nous sommes paraît-il devenu – l'individu, c'est-à-dire celui qui ne veut être ni citoyen ni chrétien.

Cette histoire prodigieusement tourmentée n'autorise pas un résumé qui d'ailleurs ne serait pas de ma compétence. Ce que je voudrais mettre en évidence, ce sont les ressorts de l'interaction entre les deux cités. Si on s'est décidé finalement à séparer les institutions politique et religieuse, ce n'est pas parce que politique et religion sont réellement séparables, c'est parce que cela apparut comme la manière la plus sûre de prévenir certaines conséquences très dommageables de leur mélange. La séparation fut inventée pour mettre un terme aux dissensions et aux désordres, éventuellement aux violences, nés de la confusion des deux cités, mais la séparation fait violence à son tour à notre condition d'êtres agissants qui désirent naturellement suivre à la fois la loi de Dieu et celle de la cité, ce qui suppose que ces deux lois soient au moins compatibles, et qu'elles contribuent ensemble à l'éducation commune. La séparation, loin d'être un état dans lequel se reposer avec satisfaction, est une solution nécessairement imparfaite à un problème qui ne connaît pas de solution parfaite. Il faut admettre que les principes des deux cités *à la fois* rendent la séparation possible et réclament une certaine collaboration. Quels principes ? Le principe civique et le principe chrétien bien sûr, mais qu'est-ce à dire ?

Le principe civique est aisé à formuler. Les hommes veulent être bien gouvernés, ils veulent bien se gouverner. Ils cherchent le bon, ou le meilleur

régime. Si dans nos pays l'Église a été finalement exclue de toute participation au gouvernement, c'est parce qu'à tort ou à raison – tantôt à tort, tantôt à raison – s'est imposée la conviction que l'intervention de l'Église dans le gouvernement gênait ou faussait celui-ci de manière irrémédiable. Suivant la formule mémorable de Rousseau, elle rendait « toute bonne politique impossible dans les États chrétiens ».

Quant à ce que j'ai appelé le principe chrétien, de quoi s'agit-il ? On est tenté de répondre : c'est la charité. La charité est en effet le principe qui fonde l'existence de l'association ecclésiale et lui donne sa vie et son sens. Mais la vie chrétienne ne *commence* pas par la charité, elle commence par la *pénitence*. Je ne puis commencer à comprendre ce que charité veut dire que si je découvre que je vivais selon un tout autre principe et obéissais à de tout autres ressorts – je vivais selon la « cupidité » ou la convoitise du péché. La vie de charité ne prend sens que dans sa polarité avec la vie de péché, et c'est la pénitence qui fournit le moyen et le chemin pour aller de l'esclavage du péché à la liberté de la charité. Je rougis de m'adresser à vous comme si vous ignoriez cela. Si je rappelle ce b-a-ba de notre religion, c'est qu'on omet trop souvent de considérer sa signification décisive pour le problème qui nous occupe, le problème politique, celui plus précisément de l'articulation entre le citoyen et le chrétien, entre l'agissant plein d'assurance et le pénitent plein de contrition.

Le citoyen s'avance d'un pas fier – « bourré d'orgueil » dit Péguy –, il parle haut, il accuse volontiers ceux qui gouvernent ou ses concitoyens de l'autre parti ; le pénitent se retire dans l'obscurité de l'humilité, il parle bas, il s'accuse tout le premier car « son péché est toujours devant ses yeux ». La division ou le déchirement propre au monde chrétien ne repose pas d'abord sur la division ou l'antagonisme des pouvoirs ou des autorités, ou plutôt, cette division institutionnelle ou extérieure découle ultimement de la division intérieure, de la « contrariété » entre ces deux directions de l'âme ou du cœur. Le principe de la division, de la « contrariété », est inscrit dans l'âme par la proposition chrétienne elle-même, il est inséparable de la vie chrétienne, et nul dispositif institutionnel, qu'il soit d'ajointement ou de séparation, n'est capable à lui seul ou par lui-même de le maîtriser.

Ainsi notre âme citoyenne et chrétienne est engagée dans un jeu non pas à deux, mais à trois termes. Nous disons : le citoyen et le chrétien. Nous devrions dire : civisme, pénitence ou humilité, charité. Essayons de préciser la dynamique de ce jeu à trois termes.

Civisme et charité : une longue expérience nous a avertis de la continuité apparente et de la tension réelle entre les deux principes. La charité peut apparaître comme une extension de l'amitié civique. Après tout la cité de Dieu est bien une cité, une cité incomparablement plus vaste et plus parfaite que la cité humaine la mieux ordonnée ou la nation la plus nombreuse. Si cependant nous mettons la cité de l'amitié civique et la cité de la charité sur un continuum, si nous

les plaçons sur un plan homogène, alors la seconde vient irrésistiblement absorber ou dévitaliser la première. Si nous postulons l'élément de la charité, si nous nous posons dans l'élément de la charité comme dans l'élément dans lequel nous aurions naturellement la vie et l'être, alors les cités terrestres, avec leurs gouvernements et leurs frontières, perdent leur raison d'être et pour ainsi dire disparaissent à nos yeux. Loin d'harmoniser le citoyen et le chrétien, nous avons fait disparaître le citoyen dans le chrétien. Cette tendance fut véhémentement dénoncée par Rousseau qui reprochait à l'Église catholique de revendiquer un principe de sociabilité si englobant qu'il tendait à dévorer ou se soumettre tout autre principe d'association.

Rousseau le patriote féroce et les chrétiens qui aujourd'hui aiment à imaginer une humanité sans frontières partagent paradoxalement une même idée de la charité, une idée que j'oserai dire vague et superficielle. Définissant la charité par son extension et non pas par sa compréhension, ils supposent que l'on est d'autant plus charitable que les objets ou les destinataires de cette vertu sont plus nombreux. C'est confondre la charité avec la compassion, quoique la compassion naturelle elle-même ne survive pas à une extension inconsidérée, la capacité humaine de sympathie étant naturellement limitée comme David Hume le remarqua judicieusement. C'est confondre, dis-je, la charité avec la compassion. Or la charité n'est pas une modalité de la compassion, comme la compassion n'est pas une modalité de la charité : « Plaindre les malheureux n'est pas contre la concupiscence », notait sobrement Pascal. La charité ne se mesure pas par son extension, elle se définit par sa compréhension, par son principe qui, nous l'avons vu, repose sur le mouvement préalable de la pénitence et le présuppose constamment. Seule l'action médiatrice et ordonnatrice de la pénitence ou de l'humilité empêche que l'amitié civique soit délégitimée et privée de sens par une charité purement extensive, comme elle empêche inversement que l'amitié civique soit comprise comme Rousseau la comprend lorsqu'il écrit : « tout patriote est dur aux étrangers, ils ne sont qu'hommes, ils ne sont rien à ses yeux ». La pénitence joue ce rôle médiateur et ordonnateur d'une part en tempérant l'enthousiasme de la charité ou plutôt en lui donnant sa mesure propre, la mesure chrétienne, d'autre part en dissuadant le citoyen de succomber à l'idolâtrie du corps civique. Les progrès de la charité véritable sont conditionnés par l'approfondissement de l'humilité. Celle-ci n'est pas dupe de cette trop agréable dilatation du cœur humainement compatissant que relevait Pascal. J'ai souligné à la suite de Péguy que la disposition pénitente risquait d'éteindre la fierté du citoyen et de diminuer son zèle. Il me faut maintenant souligner qu'elle peut avoir un rôle civique plus positif en coupant la racine de l'aveuglement du patriote. Comme elle n'est pas dupe des mouvements de la compassion, l'humilité n'est pas dupe non plus des indignations ou des enthousiasmes nationalistes ou régionalistes. Coupant à la racine tout ce qui offusque la clarté du regard porté sur les choses humaines, l'humilité peut être la meilleure alliée de la raison politique en contribuant avec

celle-ci à maîtriser et purifier ces deux désordres passionnels que sont également l'emportement vers l'humanité sans frontières et l'idolâtrie de la nation ou de la région.

De ces rapides remarques, je voudrais tirer quelques conséquences pratiques sur lesquelles je conclurai mon propos.

La séparation entre l'institution religieuse et l'institution politique, la laïcité est depuis longtemps parmi nous un fait. Nous prenons acte du fait. Ce dispositif a apporté une solution brutale et imparfaite mais viable à certains problèmes urgents de la chrétienté. Nous l'apprécions pour les services qu'il a rendus et continue de rendre. Cette constatation faite et cette appréciation publiée, nous sommes obligés d'admettre que la laïcité est d'un faible secours dans les délibérations que nous avons à conduire aujourd'hui comme citoyens et comme chrétiens. Ce n'est pas l'intolérance des religions, certainement pas de la nôtre, ni la rivalité et les empiètements réciproques entre le politique et le religieux qui nous préoccupent principalement aujourd'hui. Qu'est-ce qui nous préoccupe principalement aujourd'hui ?

L'opinion gouvernante en Europe est subjuguée par une idée ou une image de l'humanité en voie d'unification, qui suspend au-dessus de nos nations un soupçon constant d'illégitimité et pour ainsi dire d'irréalité. Cette opinion qu'on ne conteste qu'à ses risques et périls suscite une réaction plus ou moins vive et étendue selon les pays, une réaction affective puissante mais incapable de se formuler en termes raisonnablement cohérents. On peut le dire sans exagération, aucune parole politique sérieuse n'est jusqu'ici parvenue à établir une médiation pertinente et opérante entre l'orthodoxie mondialiste ou humanitaire et l'hérésie populiste. Les catholiques sont bien placés pour éprouver le déchirement inscrit dans notre situation : ils sont par leur être même nécessairement des deux côtés à la fois. Ils sont du côté de l'orthodoxie humanitaire par le caractère universel de leur religion et de la charité qui en est le principe ; ils sont du côté de l'hérésie populiste dans la mesure où ils sont intimement attachés à des expériences et traditions religieuses qui ont trouvé une expression stable et belle dans des formes nationales dont ils voient qu'elles risquent d'être impitoyablement effacées par le mouvement du monde et des hommes. Intérieurement déchirés, les catholiques se divisent extérieurement ou visiblement. Les uns sont volontiers emportés par cette idée de la charité que j'ai essayé de caractériser et qui tend à dissoudre l'exigence évangélique dans la sentimentalité humanitaire; les autres réclament qu'on préserve les racines ou composantes chrétiennes de leurs nations sans bien savoir comment parvenir à ce résultat alors que les chrétiens d'Europe, spécialement de France, ont le sentiment de se trouver pris en tenailles entre une laïcité parfois agressive et une pression musulmane de plus en plus insistante et parfois effrontée. Si l'analyse que j'ai proposée est pertinente, on voit que la médiation ou la pacification, non seulement pour les chrétiens mais aussi pour les autres, ne

peut provenir, si elle doit avoir quelque profondeur et cohérence, que de l'intérieur de l'âme chrétienne. Le mondialisme et les populismes ne trouveront pas les voies d'un équilibre raisonnable si les chrétiens ne surmontent pas leur déchirement. Le rôle des chrétiens est décisif parce que le remède le plus spécifique à ce déchirement que tous ou presque tous, s'ils sont sincères, éprouvent à quelque degré est le remède spécifiquement chrétien, c'est le ressort même du devenir-chrétien, ce ressort ou principe que j'ai résumé sous le nom vénérable, quoique spécialement rébarbatif aujourd'hui, de pénitence. L'Église dans sa parole publique s'égaré et d'ailleurs se rend superflue si elle confond l'annonce de la Bonne Nouvelle avec le projet mondialiste ou le programme humanitaire ; mais elle s'entrave et s'enferme si, agissant exclusivement *ad intra*, elle se préoccupe exclusivement de retrouver les normes et rites traditionnels, aussi utile et parfois nécessaire que cette démarche puisse être. En mettant *publiquement* l'accent sur la pénitence et l'humilité comme conditions de la charité, la parole d'une Église ni complaisante ni « fulminante » ramènerait à la mesure chrétienne une charité trop souvent confondue avec la sollicitude humanitaire, tout en coupant la racine de cette « réaction identitaire » qui, en s'enfermant dans un passé qui ne lui sert qu'à accabler le présent, laisse l'avenir aux mains de ceux qu'elle prétend combattre. Ainsi, c'est en revenant à ce que la proposition chrétienne a de plus propre que non seulement on a le plus de chances de réunir les chrétiens, mais aussi de contribuer à résoudre cette division de l'opinion européenne, spécialement française, qui ne cesse d'étendre ses effets décourageants ou même paralysants dans la cité et dans l'Église. Cette initiative inédite que la situation réclame semblera d'autant moins envisageable à beaucoup qu'elle heurte et froisse les plus chers sentiments de l'individu contemporain, principalement occupé à faire reconnaître son angélique innocence par chacun et par tous. Elle se confond pourtant avec la proposition chrétienne telle qu'elle fut annoncée au commencement et telle qu'elle n'a cessé d'animer la vie des saints et des pécheurs depuis deux millénaires, et qui est la raison d'être de l'Église.

§§§